# Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT		Exercice N		Exercice N-1	
COMPTE DE RESULTA	JEIAI	France	Exportation	Total	Exercice N-1
Ventes de marchandises		0	0	0	0
Production vendue biens		0	0	0	0
Production vendue services		135 629 845	0	135 629 845	106 052 782
Chiffres d'affaires nets		135 629 845	О	135 629 845	106 052 782
Production stockée				0	0
Production immobilisée				0	0
Subventions d'exploitation				0	0
Reprises sur amortissements et	provisions, transfe	rts de charges		459 768	58 920
Autres produits				-262	6
	То	tal des produits	d'exploitation (I)	136 089 351	106 111 708
Achats de marchandises (y com	pris droits de doua	ne)		0	536
Variation de stock (marchandise	es)			0	0
Achats de matières premières e douane)	t autres approvision	nnements (y comp	oris droits de	0	0
Variation de stock (matières pre	mières et approvisi	onnements)		0	0
Autres achats et charges extern	es			147 211 150	121 741 860
Impôts, taxes et versements ass	similés			801 854	691 726
Salaires et traitements				2 195 130	1 723 120
Charges sociales				700 949	598 948
	sur	Dotations aux an	nortissements	2 711 146	1 637 099
Dotations d'exploitation	immobilisations	Dotations aux pro	ovisions	220 400	7 982 430
Dotations d'exploitation	Sur actif circulant :	dotations aux pro	ovisions	0	0
	Pour risques et ch	arges : dotations	aux provisions	6 460 000	0
Autres charges		181 020	23 586		
Total des charges d'exploitation (II)		160 481 649	134 399 305		
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		-24 392 298	-28 287 597		
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)		0	0		
Perte supportée ou bénéfice tra	nsféré (IV)			0	0
Produits financiers de participati	ons			46 860 741	36 600 000
Produits des autres valeurs mot	oilières et créances	de l'actif immobili	sé	3 399 556	3 198 375
Autres intérêts et produits assimilés			0	393 992	
Reprises sur provisions et transferts de charges			0	0	
Différences positives de change			0	0	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			0	0	
Total des produits financiers (V)			50 260 297	40 192 367	
Dotations financières aux amortissements et provisions		427 354 687	280 845 793		
Intérêts et charges assimilées		7 396 512	4 440 570		
Différences négatives de change		0	0		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		0	0		
	7	otal des charges	financières (VI)	434 751 199	285 286 363
RÉSULTAT FINANCIER			-384 490 902	-245 093 996	
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			-408 883 200	-273 381 593	

# Compte de résultat (suite)

COMPTE DE RESULTAT (suite)	Exercice N	Exercice N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	906	0
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 176 117	0
Reprises sur provisions et transferts de charges	127 625	456 284
Total des produits exceptionnels (VII)	1 304 649	456 284
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	10 127	5
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	10 005	0
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	1 405 501	766 643
Total des charges exceptionnelles (VIII)	1 425 633	766 648
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII -VIII)	-120 984	-310 364
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise (IX)	0	0
Impôts sur les bénéfices (X)	-26 775 000	-10 092 494
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	187 654 297	146 760 359
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	569 883 481	410 359 822
BÉNÉFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	-382 229 184	-263 599 464

# **ALDI**

Société à responsabilité limitée au capital de 2.883.180.000 € Siège social :

527, rue Clément Ader - Parc d'Activité de la Goële 77230 Dammartin-en-Goële 399 227 990 RCS MEAUX

Comptes annuels du 01.01.2022 au 31.12.2022

Copie certifiée conforme

Pascal HIRTH

Gérant

# Bilan actif

DII AN ACTIF		Exercice N		Exercice N-1
BILAN-ACTIF	Brut	Amort.	Net	Net
Capital souscrit non appelé (I)	0		0	0
Frais d'établissement	0	0	0	0
Frais de développement	0	0	0	0
Concessions,brevets et droits similaires	69 959	1 930	68 029	68 046
Fonds commercial	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0
Avances sur immobilisations incorporelles	0	0	0	0
TOTAL immobilisations incorporelles	69 959	1 930	68 029	68 046
Terrains	3 452 922	0	3 452 922	1 822 139
Constructions	36 348 378	11 327 024	25 021 354	17 614 973
Installations techniques, matériel	701	701	0	0
Autres immobilisations corporelles	12 700 736	3 262 955	9 437 781	8 781 250
Immobilisations en cours	188 657	0	188 657	0
Avances et acomptes	0	0	0	0
TOTAL immobilisations corporelles	52 691 393	14 590 679	38 100 714	28 218 362
Participations selon la méthode de meq	0	0	0	0
Autres participations	1 431 030 443	1 221 974 563	209 055 881	265 078 069
Créances rattachées à des participations	0	0	0	0
Autres titres immobilisés	0	0	0	0
Prêts	383 583 539	0	383 583 539	383 587 542
Autres immobilisations financières	20 638 218	14 888 227	5 749 991	5 475 362
TOTAL immobilisations financières	1 835 252 201	1 236 862 789	598 389 411	654 140 973
Total Actif Immobilisé (II)	1 888 013 553	1 251 455 398	636 558 155	682 427 381
Matières premières, approvisionnements	0	0	0	0
En cours de production de biens	0	0	0	0
En cours de production de services	0	0	0	0
Produits intermédiaires et finis	0	0	0	0
Marchandises	0	0	0	0
TOTAL Stock	0	0	0	0
Avances et acomptes versés sur commandes	256 734	0	256 734	312 407
Clients et comptes rattachés	61 731 709	0	61 731 709	32 114 252
Autres créances	2 067 018 262	0	2 067 018 262	1 684 004 311
Capital souscrit et appelé, non versé	0	0	0	0
TOTAL Créances	2 129 006 705	0	2 129 006 705	1 716 430 970
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0
dont actions propres:				
Disponibilités	1 753 214	0	1 753 214	195 904 738
TOTAL Disponibilités	1 753 214	0	1 753 214	195 904 738
Charges constatées d'avance	857 447	0	857 447	65 948
Total Actif Circulant (III)	2 131 617 366	0	2 131 617 366	1 912 401 656
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	0		0	0
			^	0
Prime de remboursement des obligations (V)	0		Ü	U
Prime de remboursement des obligations (V) Ecarts de conversion actif (VI)	0		0	0

# Bilan passif

BILAN-PASSIF	Exercice N	Exercice N-1
Capital social ou individuel dont versé : 2 633 180 000	2 633 180 000	2 150 000 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport,	0	0
Ecarts de réévaluation dont écart d'équivalence 0	0	0
Réserve légale	7 398 070	7 398 070
Réserves statutaires ou contractuelles	0	0
Réserves réglementées dont réserve des prov. fluctuation des ocurs :	0	0
Autres réserves dont réserve achat d'œuvres 0 originales d'artistes :	0	0
TOTAL Réserves	7 398 070	7 398 070
Report à nouveau	-244 451 791	19 147 672
RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-382 229 184	-263 599 463
Subventions d'investissement	0	0
Provisions réglementées	3 001 243	2 774 066
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	2 016 898 337	1 915 720 345
Produit des émissions de titres participatifs	0	0
Avances conditionnées	0	0
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES (II)	0	0
Provisions pour risques	6 460 000	0
Provisions pour charges	0	0
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (III)	6 460 000	0
Emprunts obligataires convertibles	0	0
Autres emprunts obligataires	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 477 565	2 565
Emprunts et dettes financières dont emprunts participatifs : 0 divers	420 300 370	420 462 931
TOTAL Dettes financières	423 777 935	420 465 496
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	2 823	123 545
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	61 191 837	32 226 038
Dettes fiscales et sociales	10 709 559	14 376 351
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	62 877	19 278
Autres dettes	249 072 153	211 897 983
TOTAL Dettes d'exploitation	321 039 249	258 643 196
Produits constatés d'avance	0	0
TOTAL DETTES (IV)	744 817 184	679 108 692
Ecart de conversion Passif (V)	0	0
TOTAL GENERAL - PASSIF (I à V)	2 768 175 521	2 594 829 037

# ALDI SARL 527 RUE CLEMENT ADER 77230 DAMMARTIN EN GOELE

## **INFORMATIONS GENERALES**

Cette annexe fait partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes de l'exercice couvrent la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2022 et ont été arrêtés par le gérant de la société.

La HOLDING Aldi SARL coordonne le contrat de licence et de savoir-faire (licence de marque ALDI) avec Aldi Einkauf pour le compte des sociétés de distribution. Elle assure également auprès de ces dernières des conseils et une assistance technique permanente.

Aldi Sarl est intégrée fiscalement et ses comptes sont consolidés avec les sociétés du groupe en France.

## **EVENEMENTS MAJEURS DE L'EXERCICE**

# Impacts du conflit russo-ukrainien, de la hausse des prix de l'énergie et du niveau d'inflation en France

Le 24 février 2022, un conflit militaire a éclaté entre la Russie et l'Ukraine. Le Groupe ALDI, n'ayant pas d'activité dans ces deux pays, n'a pas été directement impacté par le conflit en cours et n'a pas constaté d'effet direct sur sa performance compte tenu de l'absence de magasins en Ukraine et en Russie, et d'achats très limités dans ces deux pays.

Cependant, le conflit a affecté de plus en plus l'économie et les marchés des capitaux mondiaux et a exacerbé une situation déjà difficile sur le plan économique, découlant notamment de l'accélération de l'inflation et de la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales.

Dans ce contexte, les contrôles à l'exportation/importation et les sanctions économiques prises à l'encontre de la Russie ont pu avoir des effets négatifs sur les activités de notre société, sa chaîne d'approvisionnement, ses partenaires commerciaux ou ses clients. De même, les effets indirects se traduisant par une hausse de l'inflation, la fluctuation des prix de l'énergie et des matières premières ont entraîné une augmentation des coûts de transport et des coûts d'achat de certains produits.

Grâce à la politique en vigueur en matière de maîtrise des coûts de l'énergie, aux efforts de prix, et aux mesures mises en place par le Groupe - notamment sa politique de revalorisation des prix, notre société a réussi à maintenir un niveau d'activité et de performance ne remettant pas en cause la continuité d'exploitation.

Néanmoins, le Groupe reste vigilant quant aux évolutions macroéconomiques (pressions inflationnistes, hausses des taux d'intérêt ainsi que des coûts de matières premières et de l'énergie, pénuries, volatilité des taux de change) et à leurs répercussions sur les activités et les résultats de notre société.

2/11

# Evolution du parc de magasins de la société

Les principaux événements marquants de l'exercice relatifs au parc immobilier géré par Aldi SARL sont les suivants :

- 3 magasins ont fait l'objet d'une reconstruction ;
- 1 magasin a fait l'objet d'une extension-rénovation ;
- 1 magasin a été vendu.

Renouvellement des prêts accordés à Immaldi soit :

- 35 millions d'euros pour une durée d'un an jusqu'au 29/06/2023,
- 10 millions d'euros pour une durée de 6 mois jusqu'au 07/03/2023
- 40 millions d'euros pour une durée de 6 mois jusqu'au 07/03/2023
- 52 millions d'euros pour une durée d'un an jusqu'au 01/12/2023

Également renouvelé, le prêt accordé à Aldi Marché 9 soit 247 millions d'euros pour une durée d'un an jusqu'au 01/12/2023.

Renouvellement de l'emprunt pour un montant de 20 millions d'euros avec Aldi Inkoop depuis le 09/04/2022 pour une durée d'un an.

La holding a fait l'objet d'augmentations de capital en date du 14/04/2022 pour 38 millions d'euros, le 03/08/2022 pour 45 millions d'euros et le 09/09/2022 pour 400 millions d'euros.

Dividendes reçus sur 2022 : 46 500 000 €.

# **EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE**

La holding a fait l'objet d'une augmentation de capital en date du 19/04/2023 pour 250 millions d'euros

# 1. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

# 1.1 Rappel des principes

Les comptes annuels sont établis conformément aux règles édictées par le règlement ANC 2014-03 relatif au Plan Comptable Général et aux dispositions du Code de commerce relatives à l'établissement des comptes annuels (art. L 123-12 à L 123-24 et R 123-172 à R 123-199-1).

# 1.2 Changement de méthode

Aucun changement de méthode n'a été effectué sur l'exercice.

# **1.3** Changement de présentation

Aucun changement de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

# 1.4 Dérogations aux principes généraux

L'établissement des états financiers n'a donné lieu à aucune dérogation à l'application des principes comptables.

# 1.5 Méthodes d'évaluation appliquées aux postes du bilan et du compte de résultat

# **1.5.1** Immobilisations incorporelles et corporelles

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond au coût d'acquisition des biens qui englobe le prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement ainsi que tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction. Les coûts d'emprunt pour financer l'acquisition ou la production d'un actif immobilisé éligible sont comptabilisés en charges.

Les immobilisations incorporelles et corporelles, autres que les fonds de commerce et les terrains, sont amorties linéairement sur les durées d'utilisation suivantes :

Nature	Durée
Nature	(ans)
Logiciels	3 à 10
Agencements	5 à 10
Matériel de transport VL	4 à 5
Matériel de bureau	4 à 10
Mobilier de bureau	10
Magasins	
Lot VRD	35
Lot gros œuvre	30
Lot couverture	25
Lot Second Œuvre	5 à 20
* Electricité	15
* Carrelage / Plomberie / Peinture / Menuiserie	10
* Portes souples et automatiques	5

En cas de fermeture d'un magasin, la valeur vénale estimée de l'ensemble immobilier est comparée à la valeur nette comptable des immobilisations correspondantes. Le cas échéant, une dépréciation est constatée à hauteur du différentiel entre ces deux montants. Il en est de même pour les fermetures prévues pour l'année suivante dont la décision de fermeture est intervenue avant la date de clôture.

# 1.5.2 Créances et dettes

Les créances sont inscrites à leur valeur nominale et les dettes à leur valeur de remboursement.

Les créances font, le cas échéant, l'objet d'une dépréciation pour tenir compte des difficultés de recouvrement attendues d'après les informations connues à la clôture de l'exercice.

# 1.5.3 Stocks

**NEANT** 

4/11

## 1.5.4 Provisions

Une provision est comptabilisée pour les risques et charges nettement précisés quant à leur objet et dont l'échéance ou le montant ne peuvent être fixées de façon précise, si une obligation existe à la date de clôture et s'il est probable ou certain, à la date d'établissement des comptes, qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de ceux-ci après la date de clôture.

Conformément aux méthodes retenues par le groupe ALDI, les engagements pour indemnités de fin de carrière sont mentionnés en engagements hors bilan.

#### 1.5.5 Immobilisations financières

Les titres de participation sont comptabilisés à leur coût historique.

A la clôture de l'exercice, ce coût historique est comparé à la valeur d'inventaire déterminée dans les conditions exposées ci-après. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure au coût historique, une dépréciation est constituée à hauteur de la différence entre les deux valeurs.

Pour les sociétés d'exploitation, la valeur d'inventaire est calculée en procédant à une estimation des fonds de commerce des magasins selon une méthode homogène pour toutes les sociétés et en ajoutant la plus-value latente ainsi déterminée aux capitaux propres de la société.

# 2. NOTES SUR LE BILAN

## 2.1 Actif immobilisé

#### 2.1.1 Valeurs brutes

Les mouvements des valeurs brutes sont présentés dans un tableau figurant à la fin de cette annexe.

# 2.1.2 Amortissements et dépréciations

Les mouvements des amortissements et des dépréciations sont présentés dans deux tableaux figurant à la fin de cette annexe.

## 2.1.3 Fonds de commerce

**NEANT** 

# 2.1.4 Suivi des malis techniques

Les mouvements des malis techniques rattachés aux immobilisations corporelles et aux immobilisations financières se présentent de la manière suivante :

	01/01/N	augment.	diminution	31/12/N
Constructions	3 007 369	-		3 007 369
Titre de participations	20 229 455	-	-	20 229 455
Sous-total valeurs brutes	23 236 824	-		23 236 824
Constructions Titre de participations	-1 840 604 -	-306 767 -		-2 147 371 -
Sous-total amortissements	-1 840 604	-306 767	-	-2 147 371
Constructions	-	-	-	-
Titre de participations	-14 888 227	0	=	-14 888 227
Sous-total dépréciations	-14 888 227	0	-	-14 888 227
Mali de fusion - valeur nette	6 507 994	- 306 767		6 201 227

# 2.2 Actif circulant

# **2.2.1** Stocks

**NEANT** 

# 2.2.2 Créances

La décomposition des créances ainsi que la ventilation en fonction de leur échéance sont présentées dans un tableau figurant à la fin de cette annexe.

# 2.3 Charges constatées d'avance

	31 décembre N
	K€
Loyers	114
Autres	744
Total	858

# 2.4 Produits à recevoir

	31 décembre N K€
Factures à établir	59 426
Fournisseurs – avoirs à recevoir	1 320
Personnel – produits à recevoir	
Organismes sociaux – produits à recevoir	
Etat – produits à recevoir	
Divers – produits à recevoir	
Total	60 746

# 2.5 Capitaux propres

# 2.5.1 Capital social

Le capital social, d'un montant de 2 633 180 000 euros, est composé de 134 375 000 parts d'une valeur nominale de 20 euros chacune et de 30 198 750 d'une valeur de 16 euros chacune, toutes de même rang et entièrement libérées.

# 2.5.2 Variation des capitaux propres

	K€
Capitaux propres au 31 décembre N-1	1 915 720
Variation des provisions réglementées	227
Dividendes versés	
Augmentation / réduction du capital social	483 180
Résultat de l'exercice	-382 229
Capitaux propres au 31 décembre N	2 016 898

Les provisions réglementées concernent des amortissements dérogatoires. Ceux-ci comprennent l'écart éventuellement constaté entre l'amortissement selon les durées d'utilisation pratiquées par la société et l'amortissement selon les durées d'usage en application des règles fiscales, ainsi que la différence entre le mode linéaire pratiqué par la société et le mode dégressif fiscal.

Des amortissements dérogatoires sont également constitués lors de l'exercice des levées d'option de contrats de crédit-bail. En effet, Aldi Sarl doit procéder à des réintégrations extracomptables lors de la détermination du résultat fiscal de l'exercice au cours duquel à lieu la levée de l'option.

# Sont à réintégrer :

- La fraction des loyers versés correspondant à la différence entre la valeur résiduelle « théorique » de l'immeuble et le prix de cession de l'immeuble s'il est inférieur à cette valeur résiduelle pour les contrats conclus avant le 1<sup>er</sup> janvier 1996;
- Diminuée, pour les contrats conclus à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1996, des quotesparts de redevances non déduites pendant la durée du contrat, correspondant aux éléments non amortissables.

Le montant ainsi réintégré correspondant aux éléments amortissables – à savoir les constructions – fait ensuite l'objet d'un amortissement sur la durée fiscale résiduelle.

Il résulte de l'application de cette règle fiscale une divergence entre les bases comptables et fiscales de coût d'entrée des constructions, dont il convient de tenir compte dans le calcul des amortissements.

En application de la doctrine, lorsque la base fiscale du coût d'acquisition est supérieure à la base comptable, l'amortissement correspondant doit être comptabilisé en « amortissements dérogatoires », afin d'en garantir la déductibilité fiscale. L'application de cette doctrine a deux conséquences majeures sur la présentation des comptes annuels :

- La somme des amortissements déterminés selon les durées d'utilisation (et présentés en moins des actifs immobilisés) et des amortissements dérogatoires (présentés dans les capitaux propres) peut aller au-delà du coût d'entrée comptable figurant à l'actif;
- L'amortissement dérogatoire peut apparaitre au passif même si les constructions figurant à l'actif du bilan sont entièrement amorties.

Les amortissements dérogatoires ainsi constatés ne seront repris qu'en cas de cession ou de démolition des constructions correspondantes.

## 2.6 Provisions

La variation des provisions est présentée dans un tableau figurant à la fin de cette annexe.

# 2.7 Dettes

La décomposition des dettes ainsi que la ventilation en fonction de leur échéance sont présentées dans un tableau figurant à la fin de cette annexe.

# 2.8 Charges à payer

	31 décembre N
	K€
Intérêts courus à payer	300
Factures non parvenues	53 603
Personnel – charges à payer	4
Organismes sociaux – charges à payer	1
Etat – charges à payer	145
Clients – avoirs à établir	4
Divers – charges à payer	46 706
Total	100 763

# 2.9 Produits constatés d'avance

**NEANT** 

# 3. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

# **3.1** Ventilation du chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires hors taxes se répartit comme suit :

	31 décembre N K€	31 décembre N-1 K€
Prestation de services	129 501	101 323
Refacturations diverses - biens		
Refacturations diverses - services	966	505
Loyers	5 163	4 225
Total	135 630	106 053

# 3.2 Résultat financier

	K€
Produits financiers	50 260
Dividendes	46 500
Produits de créances immobilisées (sur prêts)	3 399
Autres produits financiers	361
Charges financières	- 434 751
Provision pour dépréciation de titres	- 427 355
Charges d'intérêts financiers	- 7 138
Autres charges financières	- 258
Résultat financier	- 384 491

# 3.3 Résultat exceptionnel

	K€
Produits exceptionnels	1 305
Sur opération de gestion	1
Reprises sur amortissements dérogatoires	128
Autres reprises de provisions et dépréciations exceptionnelles	0
Produits de cessions d'immobilisations	1 176
Produits exceptionnels divers	
Charges exceptionnelles	-1 426
Sur opération de gestion	-10
Valeur nette comptable des immobilisations sorties	-1 061
Dotations aux amortissements dérogatoires	-355
Autres dotations aux provisions et dépréciations exceptionnelles	0
Charges exceptionnelles diverses	0
Résultat exceptionnel	-121

# 3.4 Impôt sur les sociétés

La société Aldi Sarl est mère du groupe d'intégration fiscale.

Le résultat fiscal des filiales appartenant au périmètre d'intégration fiscale est déterminé comme si elles versent à ALDI SARL les acomptes, impositions forfaitaires annuelles, et, de ce fait, elles versent à ALDI Sarl les acomptes, impositions forfaitaires annuelles, le solde d'impôt sur les sociétés et les contributions additionnelles comme si elles n'appartenaient pas à ce périmètre d'intégration fiscale. Il s'en suit que le déficit fiscal subi en cours d'un exercice est reportable dans les conditions de droit commun, et viendra s'imputer sur le bénéfice fiscal dégagé pendant les exercices futurs.

En cas de sortie du groupe d'intégration fiscale, ALDI Sarl sera seule redevable de l'impôt supplémentaire qu'elle aura éventuellement à acquitter.

L'impôt sur les sociétés tel que figurant dans les états financiers se décompose comme suit :

	31 décembre 2022 en K€
Impôt sur les sociétés individuel d'Aldi Sarl	
Impôt sur les sociétés du groupe d'intégration fiscal	
Contribution à l'IS des sociétés intégrées fiscalement	-26 775
Crédit d'impôts	
Impôts sur les sociétés en comptabilité	-26 775

En suivant l'avis n°2005-G du 12 octobre 2005 du comité d'urgence relatif aux conditions de constatation d'une provision chez la société mère bénéficiant du régime de l'intégration fiscale (Article 223-A du CGI), Aldi Sarl constitue une provision pour restitution des impôts, sauf si des restructurations prévues rendent une restitution de l'économie d'impôt à la filiale improbable.

Le montant cumulé des déficits reportables du groupe d'intégration fiscal au 31/12/2022 est de 900 497 K€.

# **3.4.1** Répartition de l'impôt entre le résultat courant et exceptionnel

K€	Résultat avant IS	Déductions	Réintégr.	Total	IS	Résultat après IS
Résultat courant	- 408 883	-44 309	427 866	-25 237	0	-408 883
Résultat exceptionnel	-121			-121	0	-121
Total	-409 004	-44 309	427 866	-25 448	0	-409 004
Autres effets d'impôts liés à l'intégration fiscale	0	0	0	0	26 775	26 775
Total après intégration fiscal	-409 004	-44 309	427 866	-25 448	26 775	-382 229

# 3.4.2 Décalages d'impôt

	Base d'IS	IS (25%)
	K€	K€
Provisions à réintégrer ultérieurement :		
Amortissements dérogatoires	2 535	634
Charges non déductibles temporairement :		
Organic	-143	-35.8
Taxe sur les bureaux	-12	-3
Total	2 380	595.2

Il résulte du traitement fiscal des contrats de crédit-bail immobilier conclus âpres le 1er janvier 1996 une réintégration des redevances relatives aux terrains sur les dernières échéances du contrat. Dans le cas exceptionnel où ces ensembles immobiliers font l'objet d'une cession ultérieure et après prise en compte de leur valeur comptable éventuelle, cette valeur nette fiscale du terrain, qui a déjà supporté l'impôt, vient diminuer la plus-value fiscalement imposable.

Il en est de même pour les contrats de crédit-bail conclus avant le 1er janvier 1996 auprès d'une société relevant du régime SICOMI. Pour ces contrats, aucune réintégration n'est effectuée lors du paiement des redevances. En revanche, le montant correspondant au prix d'acquisition du terrain doit faire l'objet d'une réintégration fiscale lors de la levée d'option.

Au 31 décembre 2022, le cumul des valeurs fiscales réintégrées concernant les terrains acquis dans le cadre de ces 2 régimes de crédit-bail s'élève à 4 499 K€, soit une économie d'impôt potentielle en cas de cession d'un montant de 1 125 K€.

# **3.5** Transferts de charges

	K€
Transfert de charges de personnel	59
Total	59

11/11

## 4. AUTRES INFORMATIONS

# **4.1** Effectif moyen

	Personnel
	salarié
Ingénieurs et cadres	5
Agents de maîtrise	
Employés	
Total	5

# **4.2** Engagements hors bilan

# **4.2.1** Engagement en matière d'indemnités de fin de carrière

	K€
Cadres	395
Non cadres	0
Total droits cumulés	395

Les engagements d'indemnités de fin de carrière ont été calculés selon la méthode rétrospective des unités de crédits projetées, conformément à la recommandation ANC n°2013-02, avec l'hypothèse d'un départ volontaire à la retraite à 65 ans et en tenant compte d'un taux d'actualisation de 3.75%. La convention collective nationale de référence est celle du commerce à prédominance alimentaire (n°3305).

# **4.2.2** Engagements de crédit-bail

**NEANT** 

# 4.2.3 Autres engagements

**NEANT** 

# **4.2.4** Filiales et participations

Le tableau correspondant figure à la fin de cette annexe.

# 4.3 Rémunération des dirigeants

La rémunération des organes de direction n'est pas indiquée. Elle aurait pour effet indirect de fournir des renseignements à caractère individuel.

# 4.4 Transactions avec des parties liées

La société étant détenue en totalité par le groupe Aldi, elle est par conséquent dispensée de fournir une information concernant les transactions avec les parties liées visées à l'article 833-16 du Plan comptable général.

# <u>Immobilisations</u>

Cadre A IMMOBILISATIONS			Valeur brute au	Augmei	ntations	
Cadre A	ININOBILISATIONS			début de l'exercice	Réévaluation	Acqu. et apports
Frais d'établisser	Frais d'établissement et de développement (I)				0	0
		s incorporelles (II)	69 959	0	0	
Terrains		,	1 822 139	0	1 630 783	
		Sur sol propre		27 828 727	0	9 024 221
		Sur sol d'autrui		0	0	0
Constructions		Installations géné agencements et a des constructions	aménagements	457 861	0	69 967
Installations tech	niques, matér	iel et outillage indus	triels	701	0	0
		Installations géné agencements, an divers		5 127 938	0	1 336 357
Autres immobilisa	ations	Matériel de transp		0	0	0
corporelles		Matériel de burea informatique	u et mobilier	2 575 611	0	1 229 291
		Emballages récup	pérables et divers	3 007 369	0	0
Immobilisations of	corporelles en	cours		0	0	188 657
Avances et acom	nptes			0	0	0
			TOTAL (III)	40 820 346	0	13 479 277
Participations éva	aluées par mis	se en équivalence		0	0	0
Autres participati	ons			1 059 697 943	0	371 332 500
Autres titres imm	obilisés			0	0	0
Prêts et autres in	nmobilisations	financières		403 951 131	0	389 362
		TOTAL OFNED	TOTAL (IV) AL (I + II + III + IV)	1 463 649 074	0	371 721 862
		TOTAL GENERA		<i>1 504 5</i> 39 379 utions	Valeur brute à	385 201 139 Réévaluation
Cadre B	IMMOE	BILISATIONS	Virement	Cession	la fin de l'exercice	Valeur d'origine
Frais d'établisser	ment et de dév	Frais d'établissement et de développement (I)			I GAGI GIGG	valeur u origine
Autres postes d'i	Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)		0	0	0	valedi d origine
. ,			0	0		0
Terrains			0 0	_	0	0 0
Terrains	mmobilisation		0 0	0	0 69 959	0 0 0
Terrains  Constructions	mmobilisation S S	s incorporelles (II) ur sol propre ur sol d'autrui	0 0 0 0	0	0 69 959 3 452 922	0 0 0 0
	mmobilisation S S	s incorporelles (II) ur sol propre	0 0 0 0 0	0	0 69 959 3 452 922	0 0
	mmobilisation S S	ur sol propre ur sol d'autrui	0 0 0	993 787 0	0 69 959 3 452 922 35 859 161 0	0 0 0 0
Constructions Installations tech	s S S S S S S S S S S S S S S S S S S S	ur sol propre ur sol d'autrui	0 0 0	0 0 993 787 0 38 611	0 69 959 3 452 922 35 859 161 0 489 217	0 0 0 0 0
Constructions Installations tech industriels	S S S aq niques, matér	ur sol propre ur sol d'autrui cristiano, gencements et iel et outillage gencements,	0 0 0 0	0 0 993 787 0 38 611	0 69 959 3 452 922 35 859 161 0 489 217	0 0 0 0 0
Constructions Installations tech	s S S S S S S S S S S S S S S S S S S S	ur sol propre ur sol d'autrui gencements et iel et outillage gencements, latériel de transport	0 0 0 0	0 0 993 787 0 38 611	0 69 959 3 452 922 35 859 161 0 489 217	0 0 0 0 0
Constructions Installations tech industriels Autres immobilise	mmobilisation  S S at ations  M M M M	ur sol propre ur sol d'autrui cricanos, gencements et iel et outillage gencements, latériel de transport	0 0 0 0 0 0 0 0 0	0 0 993 787 0 38 611 0 88 627	0 69 959 3 452 922 35 859 161 0 489 217 701 6 375 668	0 0 0 0 0 0
Constructions Installations tech industriels Autres immobilisa	mmobilisation  S S serial ations  M M M et in f f f f	ur sol propre ur sol d'autrui cristales, gencements et iel et outillage gencements, latériel de transport latériel de bureau t mobilier financique ecupérables et	0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	0 0 993 787 0 38 611 0 88 627 0 487 204	0 69 959 3 452 922 35 859 161 0 489 217 701 6 375 668 0 3 317 698	000000000000000000000000000000000000000
Constructions Installations tech industriels Autres immobilisa corporelles	mmobilisation  S S S au niques, mater  ations  M et in corporelles en	ur sol propre ur sol d'autrui cristales, gencements et iel et outillage gencements, latériel de transport latériel de bureau t mobilier financique ecupérables et	0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	0 993 787 0 38 611 0 88 627 0 487 204	0 69 959 3 452 922 35 859 161 0 489 217 701 6 375 668 0 3 317 698 3 007 369	000000000000000000000000000000000000000
Constructions Installations tech industriels Autres immobilisations of	mmobilisation  S S S au niques, mater  ations  M et in corporelles en	ur sol propre ur sol d'autrui cristales, gencements et iel et outillage gencements, latériel de transport latériel de bureau t mobilier financique ecupérables et	0 0 0 0 0 0 0	0 0 993 787 0 38 611 0 88 627 0 487 204	0 69 959 3 452 922 35 859 161 0 489 217 701 6 375 668 0 3 317 698 3 007 369	000000000000000000000000000000000000000
Constructions Installations tech industriels Autres immobilisations of Avances et acom	mmobilisation  S S s ations ations  M M M et corporelles en aptes	ur sol propre ur sol d'autrui cristales, gencements et iel et outillage gencements, latériel de transport latériel de bureau t mobilier fromtigue coupérables et cours	0 0 0 0 0 0 0 0	0 0 993 787 0 38 611 0 88 627 0 487 204 0	0 69 959 3 452 922 35 859 161 0 489 217 701 6 375 668 0 3 317 698 3 007 369 188 657	
Constructions Installations tech industriels Autres immobilisations of Avances et acom	mmobilisation  S S S au niques, matér ations  M M et in corporelles en nptes  aluées par mis	ur sol propre ur sol d'autrui bratalos, gencements et iel et outillage gencements, latériel de transport latériel de bureau t mobilier fromtigue ecupérables et cours	0 0 0 0 0 0 0 0 0	0 0 993 787 0 38 611 0 88 627 0 487 204 0	0 69 959 3 452 922 35 859 161 0 489 217 701 6 375 668 0 3 317 698 3 007 369 188 657	
Constructions  Installations tech industriels  Autres immobilisations corporelles  Immobilisations corporelles  Avances et acom  Participations éva Autres participations immobilisations de la corporelle corpor	mmobilisation  S S S S S Iniques, matér  ations  M M Corporelles en Inptes  aluées par mis Iniquées Iniques In	ur sol propre ur sol d'autrui cristance, gencements et iel et outillage gencements, latériel de transport latériel de burcau t mobilier finantique écupérables et cours  TOTAL (III) se en équivalence	0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	0 0 993 787 0 38 611 0 88 627 0 487 204 0 0 0 1 608 229 0	0 69 959 3 452 922 35 859 161 0 489 217 701 6 375 668 0 3 317 698 3 007 369 188 657 0 52 691 393 0 1 431 030 443	
Constructions  Installations tech industriels  Autres immobilisations corporelles  Immobilisations of Avances et acom  Participations éva Autres participations	mmobilisation  S S S S S Iniques, matér  ations  M M Corporelles en Inptes  aluées par mis Iniquées Iniques In	ur sol propre ur sol d'autrui cristance, gencements et iel et outillage gencements, latériel de transport latériel de burcau t mobilier finantique écupérables et cours  TOTAL (III) se en équivalence	0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	0 0 993 787 0 38 611 0 88 627 0 487 204 0 0 0 1 608 229	0 69 959 3 452 922 35 859 161 0 489 217 701 6 375 668 0 3 317 698 3 007 369 188 657 0 52 691 393	000000000000000000000000000000000000000

# Amortissements

	Cadre A SITUATION ET MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE							
Autres postes of immobilisations incorporelies (III)	lmr	nobilisations a	mortissables			Augment.	Diminutions	
Terrains	Frais d'établisse	ment et de déve	eloppement (I)		_	0	0	0
Sur sol propre	Autres postes d'	es d'immobilisations incorporelles (II)			1 913	17	0	1 930
Constructions   Sur sol d'autrui   Installations générales, agencements   441156   15100   38 611   417 645   15100   38 611   417 645   15100   38 611   417 645   15100   38 611   417 645   15100   38 611   417 645   15100   38 611   417 645   15100   38 611   417 645   15100   38 611   417 645   15100   38 611   417 645   15100   38 611   417 645   15100   38 611   417 645   15100   38 611   417 645   15100   38 611   417 645   15100   38 611   417 645   15100   38 611   417 645   15100   38 611   417 645   15100   38 611   417 645   15100   38 611   417 645   15100   410000   410000   410000   410000   410000   410000   410000   410000   410000   410000   410000   410000   410000   4100000   41000000   41000000000   410000000000	Terrains	lo .			ū	ű	Ū	0
Installations générales, agencements	:				9 835 150	1 358 848	505 019	10 688 979
Installations techniques, matériels et outillages	Constructions			omonto	441 156	15 100	29 611	417.645
Installations générales, agencements divers   61 802   608 662   3 897   666 668	Installations tech			ements				
Autres immo. Corporelles    Matériel de transport	mstallations teel			ements				
Corporelles					61 802	608 662	3 897	666 568
Manual				iue ei	Ü	0	ŭ	0
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (III)		mohilier					Ů	
TOTAL GENERAL (I + II + III)							Ů	
Cadre B	TOTAL	<u>IMMOBILISAT</u>	IONS CORPO	RELLES (III)			547 526	14 370 279
DEROGATOIRES   DEROGATORES   Text   Total   Différential de dégressif   Mode de durée   dégressif   Reprises   Différential de dégressif   Reprises   Différential de dégressif   Reprises   Différential de dégressif   Reprises   Différential de degressif   Reprises   Différential degressif   Différential degressif								
Immos   Différentie   de durée   dégressif   de durée   Différentie   de durée   dégressif   de durée   dégressif   de durée   de durée   de durée   degressif   de durée   degressif   degressif	Cadre B	VENTILA	HON DES MO	UVEMENIS			JR AMORTISSE	MENIS
Immos			DOTATIONS			REPRISES		
Autres 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0 0	Immos			fiscal exception-				
Terrains	Frais étab	0	0	0	0	0	0	0
Constructions:         Sol propre         337 393         0         0         127 625         0         0         209 767           sol autrui         0 <td>Autres</td> <td>0</td> <td>0</td> <td>0</td> <td>0</td> <td>0</td> <td>0</td> <td>0</td>	Autres	0	0	0	0	0	0	0
Constructions :         Sol propre         337 393         0         0         127 625         0         0         209 767           sol autrui         0	Terrains	0	0	0	0	0	0	0
sol propre         337 393         0         0         127 625         0         0         209 767           sol autrui         0         0         0         0         0         0         0         0         0         0         0         0         0         0         0         0         0         0         17 409         0         0         0         0         0         0         0         17 409         0								
sol autrui         0         0         0         0         0         0         0         0           Install.         17 409         0         0         0         0         0         17 409           Autres immobilisations :         Inst. techn.         0         0         0         0         0         0         0           Inst gén.         0         <		337 393	0	0	127 625	0	0	209 767
install.       17 409       0       0       0       0       0       17 409         Autres immobilisations :       Inst. techn.       0		0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations :       Inst. techn.       0		17 409	0	0	0	0	0	17 409
Inst. techn.         0         <		ations :						
Inst gén.         0			0	0	0	0	0	0
M.Transport         0 <t< td=""><td></td><td>0</td><td>0</td><td>0</td><td>0</td><td>0</td><td>0</td><td>0</td></t<>		0	0	0	0	0	0	0
Mat bureau.         0         227 176         0         0         0         0         0         0         0         0         0         0         0         0         0         0         0         227 176         0 <td></td> <td>0</td> <td>0</td> <td>0</td> <td>0</td> <td>0</td> <td>0</td> <td>0</td>		0	0	0	0	0	0	0
Emball.       0 </td <td></td> <td>0</td> <td>0</td> <td>0</td> <td>0</td> <td>0</td> <td>0</td> <td>0</td>		0	0	0	0	0	0	0
CORPO.         354 802         0         0         127 625         0         0         227 176           Acquis. de titres         0								0
Acquis. de titres         0         0         0         127 625         0         0         227 176           Cadre C         Début de l'exercice         Augment.         Diminutions         Fin de l'exercice           Frais d'émission d'emprunt à étaler         0         0         0         0		254.002	-		-	_	0	227.476
Acquis. de titres  TOTAL  O  O  127 625  O  O  227 176  Cadre C  Début de l'exercice Prais d'émission d'emprunt à étaler  O  O  O  O			0	0		0	0	22/ 1/6
Cadre C     Début de l'exercice     Augment.     Diminutions     Fin de l'exercice       Frais d'émission d'emprunt à étaler     0     0     0     0	Acquis. de titres	-			-			207.470
Frais d'émission d'emprunt à étaler 0 0 0 0	Cadre C	IUIAL	0	0	Début de			Fin de
Trais d'emission d'emprunt à étalei	Frais d'émission	d'emprint à ét	aler			0	0	0
						0	0	0

# Provisions inscrites au Bilan

Nature des provisions	Début de l'exercice	Dotations	Reprises	Fin de l'exercice
Provisions gisements miniers et pétroliers	0	0	0	0
Provisions investissements	0	0	0	0
Provisions pour hausse des prix	0	0	0	0
Amortissements dérogatoires	2 774 066	354 802	127 625	3 001 243
- Dont majorations exceptionnelles de 30%	0	0	0	0
Provisions implantation étranger avant 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions implantation étranger après 1.1.1992	0	0	0	0
Provisions pour prêts d'installation	0	0	0	0
Autres provisions réglementées	0	0	0	0
TOTAL (I)	2 774 066	354 802	127 625	3 001 243
Provisions pour litige	0	0	0	0
Provisions pour garanties	0	0	0	0
Provisions pour pertes sur marchés à terme	0	6 460 000	0	6 460 000
Provisions pour amendes et pénalités	0	0	0	0
Provisions pour pertes de change	0	0	0	0
Provisions pour pensions	0	0	0	0
Provisions pour impôts	0	0	0	0
Provisions pour renouvellement des immobilisations	0	0	0	0
Provisions pour gros entretien	0	0	0	0
Provisions pour charges soc et fisc sur congés à payer	0	0	0	0
Autres provisions pour risques et charges	0	0	0	0
TOTAL (II)	0	6 460 000	0	6 460 000
Provisions sur immos incorporelles	0	0	0	0
Provisions sur immos corporelles	395 309	220 400	395 309	220 400
Provisions sur titres mis en équivalence	0	0	0	0
Provisions sur titres de participations	794 619 875	427 354 687	0	1 221 974 563
Provisions sur autres immos financières	14 888 227	0	0	14 888 227
Provisions sur stocks	0	0	0	0
Provisions sur comptes clients	0	0	0	0
Autres provisions pour dépréciations	0	0	0	0
TOTAL (III)	809 903 411	427 575 087	395 309	1 237 083 189
TOTAL GENERAL (I + II + III)	812 677 477	434 389 889	522 934	1 246 544 432
Dont dotations et reprises d'exploitation		6 680 400	395 309	
Dont dotations et reprises financières		427 354 687	0	
Dont dotations et reprises exceptionnelles		354 802	127 625	
dépréciations des titres mis en équivalence				0

# Etats des échéances des créances et des dettes

Cadre A	Cadre A Etat des créances			A un an au plus	A plus d'un an
Créances rattachées à de		0	0	0	
Prêts			383 583 539	383 583 539	0
Autres immos financières		20 638 218	0	20 638 218	
TOTAL	404 221 757	383 583 539	20 638 218		
Clients douteux ou litigieu	JX		0	0	0
Autres créances clients			61 731 709	61 731 709	0
Créances représentatives	s de titres prêtés		0	0	0
Personnel et comptes rat	tachés		0	0	0
Securité sociale et autres	organismes sociaux		0	0	0
	Impôts sur les bénéfices		1 007 113	1 007 113	0
Etat et autres	Taxe sur la valeur ajoutée		3 268 913	3 268 913	0
collectivités	Autres impôts		0	0	0
	Etat - divers		0	0	0
Groupes et associés			2 060 589 862	2 060 589 862	0
Débiteurs divers			2 152 374	2 152 374	0
Т	OTAL CREANCES LIEES A L'ACTIF	CIRCULANT	2 128 749 971	2 128 749 971	0
Charges constatées d'ava	ance		857 447	857 447	0
	TOTAL DES	CREANCES	2 533 829 175	2 513 190 957	20 638 218
Prêts accordés en cours	d'exercice		0		
Remboursements obtenu	s en cours d'exercice		0		
Prêts et avances consent	is aux associés		0		
Cadre B	Etat des dettes	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an et - de cinq ans	A plus de cinq ans
Emprunts obligataires co	nvertibles	0	0	0	0
Autres emprunts obligata		0	0	0	0
	blissements de crédits moins de 1 an	3 477 565	3 477 565	0	0
Emprunts auprès des éta l'origine	blissements de crédits plus de 1 an à	0	0	0	0
Emprunts et dettes finance	cières divers	420 300 370	20 300 370	400 000 000	0
Fournisseurs et comptes	rattachés	61 191 837	61 191 837	0	0
Personnel et comptes rat	tachés	3 527	3 527	0	0
Sécurité sociale et autres	organismes sociaux	137 230	137 230	0	0
	Impôts sur les bénéfices	0	0	0	0
Etat et autres	Taxe sur la valeur ajoutée	10 353 038	10 353 038	0	0
collectivités publiques	Obligations cautionnées	0	0	0	0
	Autres impôts	215 764	215 764	0	0
Dettes sur immobilisation	s et comptes rattachés	62 877	62 877	0	0
Groupes et associés		201 648 233	201 648 233	0	0
Autres dettes		47 423 920	47 423 920	0	0
Dette représentative de ti	0	0	0	0	
Produits constatés d'avar	0	0	0	0	
	TOTAL DES DETTES	744 814 361	344 814 361	400 000 000	0
Emprunts souscrits en co			Emprunts auprès personnes physique	des associés	0
Emprunts remboursés en	cours d'exercice	0			

# **TABLEAU**: Liste des filiales et participations

# Montants en K-Euros

Filiales et Participations	Capitaux propres	% détention	Prêts consentis à la filiale	Montant des cautions données à la filiale	Résultat du dernier exercice
A. Renseignements détaillés concernant les filiales et participations :					
Aldi Marché Dammartin Sarl	-106 995	50,46%	-	-	-147 016
Aldi Marché Bois-Grenier Sarl	-4 130	98,50%	-	-	-14 784
Aldi Marché Sarl, Ablis	-7 553	77,42%	-	-	-34 194
Aldi Marché Colmar Sarl	-8 727	98,38%	-	-	-21 133
Immaldi & Compagnie SAS	345 170	100,000%	136 582	-	54 051
Aldi Centrale d'Achat et Compagnie SCS	-849	99,60%	-	-	-1 031
Aldi Marché Cestas Sarl	-45 324	100,00%	-	-	-65 380
Aldi Beaune Sarl	-11 770	94,53%	-	-	-23 621
Aldi Marché Honfleur Sarl	-60 946	78,39%	-	-	-84 282
Aldi Marché Cuincy Sarl	-3 476	99,68%	-	-	-15 142
Aldi Marché Sarl, Oytier Saint Oblas	-21 994	88,47%	-	-	-40 376
Aldi Marché Cavaillon Sarl	-9 733	100,00%	-	-	-25 333
Aldi Marché Toulouse Sarl	-122 971	100,00%	-	-	-136 600
Aldi Ennery Sarl	-360	95,48%	-	-	-21 347
Aldi Reims Sarl	6 787	97,93%	-	-	-5 554
Aldi Services Sarl	764	100,00%	-	-	3
Aldi Analytics Sarl	923	100,00%	-	-	-145
Aldi Immobilier Sarl	453	100,00%	-	-	-82
Aldi Marché 9 Sarl	-6 460	100,00%	246 994	-	-10 027
Aldi Marché 10 Sarl	1 201	100,00%	-	-	672
Aldi Marché 11 Sarl	5	100,00%	-	-	-2
Aldi Marché 12 Sarl	5	100,00%	-	-	-2
Aldi Marché 13 Sarl	6	100,00%	-	-	-2
Aldi Marché 14 Sarl	6	100,00%	-	-	-2
Aldi Marché 15 Sarl	6	100,00%	-	-	-2
Aldi Marché 16 Sarl	6	100,00%	-	-	-2
Aldi Marché 17 Sarl	6	100,00%	-	-	-2
Miregny	160	100,00%	-	-	-2

## ALDI

Société à responsabilité limitée / Gesellschaft mit beschränkter Haftung au capital de / mit einem Kapital von 2.883.180.000 € Siège social / Sitz:

> 527, rue Clément Ader - Parc d'Activité de la Goële 77230 Dammartin-en-Goële 399 227 990 RCS MEAUX « la Société » / « die Gesellschaft »

**EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 30 JUIN 2023 CERTIFIE CONFORME PAR UN GERANT** 

**VON EINEM GESCHÄFTSFÜHRER BEGLAUBIGTER AUSZUG AUS DEM** PROTOKOLL DER BESCHLÜSSE DER **JAHRESGESELLSCHAFTERVERSAMMLUNG VOM 30. JUNI 2023** 

(...)

(...)

#### **DEUXIEME RESOLUTION**

« Report à nouveau ».

# Sur proposition de la gérance, l'assemblée générale Auf Vorschlag der Geschäftsführung beschließt die

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

(...) (...)

français fera foi.

#### **ZWEITER BESCHLUSS**

décide d'affecter la perte nette comptable de Gesellschafterversammlung, den Nettobuchverlust l'exercice clos le 31 décembre 2022 d'un montant des am 31. Dezember 2022 abgeschlossenen de 382.229.184 euros en totalité au compte Geschäftsjahres in Höhe von 382.229.184 Euro in voller Höhe auf neue Rechnung vorzutragen.

Dieser Beschluss wird einstimmig angenommen.

En cas de divergences entre le texte français et le Bei Abweichungen zwischen dem französischen texte allemand des présentes décisions, seul le texte und dem deutschen Text dieser Beschlüsse ist der französische Text maßgebend.

> Pascal HIRTH Gérant/ Geschäftsführer

Laure-France Timar-Schubert 12, rue Victor Masse 75009 Paris Coffra group 155, boulevard Haussmann 75008 Paris

# **ALDI SARL**

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

Coffra group 155, boulevard Haussmann 75008 Paris

Paris, le 30 juin 2023

A l'Assemblée Générale Ordinaire

ALDI Société à responsabilité limitée Dammartin-en-Goële

Messieurs,

# Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société ALDI SARL relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

# Fondement de l'opinion

## Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

# Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

# Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les titres de participation, dont le montant net figurant au bilan au 31 décembre 2022 s'établit à 209 055 881 euros, sont évalués à leur coût historique et dépréciés sur la base de leur valeur d'inventaire selon les modalités décrites dans la note 1-5-5 de l'annexe.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à apprécier les données sur lesquelles se fondent ces valeurs d'inventaire, et notamment les plus-values latentes calculées sur des estimations de la valeur des fonds de commerce des magasins.

Nous nous sommes également assurés de la correcte application de la méthode comptable relative à la comptabilisation de l'impôt sur les sociétés mentionnée dans la note 3-4 de l'annexe. Nous avons notamment vérifié le montant comptabilisé au titre de la provision pour restitution des déficits consommés en intégration fiscale.

# Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Gérant et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Gérant.

Responsabilités des Commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;

 il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Les Commissaires aux Comptes Membres de la Compagnie Régionale de Paris

Coffra group

représentée par

Laure-France Timar-Schubert Yann Goineau Associé